

Élections présidentielles au Chili : Michelle Bachelet, pour une « autre » politique ?

Sophie Stoffel*

À l'heure où la représentation politique des femmes pose toujours problème au Chili, comment analyser la victoire de la socialiste Michelle Bachelet à la présidence, sans tomber dans le piège du discours sur l'égalité entre hommes et femmes « enfin réalisée » et sans non plus évacuer le « facteur genre » de ces élections ? Au-delà de sa personnalité, de ses compétences et de son projet politique, la nouvelle présidente semble incarner les attentes de la majorité des Chiliens et des Chiliennes, et la promesse d'une « autre » politique. Que nous enseigne cette victoire sur la politique (chilienne) et les femmes ?

Les défis de la représentation politique des femmes au Chili

Si le gouvernement chilien comprenait, en 2003, 23% de hautes fonctionnaires désignées par le président Lagos¹, le pourcentage de représentantes au Congrès (Chambre et Sénat) se limitait à 10.7%². Les élections législatives et présidentielles de 2005-2006 ont non seulement augmenté le nombre de députées (18 sur 120, soit 15%)³, elles ont surtout amené la première femme à la présidence chilienne, décidée en outre à constituer un gouvernement paritaire (10 femmes et 10 hommes)⁴. Les Chiliennes

semblent donc rencontrer moins de résistances au niveau de la désignation politique qu'au niveau des élections législatives⁵. Ces résultats ne s'expliquent cependant pas par un déficit de soutien populaire car lors de ces dernières élections, l'électivité des femmes (le ratio entre le nombre d'élues et le nombre de candidates) a été quasi la même que celle des hommes : tous partis confondus, 48.6% des candidates sont élues, pour 49.03% de candidats élus⁶. Et la première majorité nationale (43.6% des votes) dans le renouvellement de la moitié du Sénat a été attribuée à la démocrate chrétienne Alvear,

*Doctorante en science politique à l'Université libre de Bruxelles, chercheuse au Centre de Sociologie politique et au Groupe d'Études latino-américaines de l'Institut de Sociologie.

¹ Notamment des ministres, dont Michelle Bachelet et Soledad Alvear, les deux pré-candidates de la Concertation à la présidence, secrétaires et sous-secrétaires d'État, préfètes et sous-préfètes

² 12.5% à la Chambre, soit 15 députées sur un total de 120 en 2002-2006, et 5.6% au Sénat, soit 2 femmes sur les 38 membres élus, en 2003

³ Les sénatrices se maintiennent au nombre de 2.

⁴ Sites officiels du Congrès chilien et du ministère de l'Intérieur :

www.congreso.cl, www.senado.cl, www.elecciones.gov.cl

[10/01/2006.]

⁵ Les succès des candidates aux élections municipales sont plus importants mais nous n'aborderons pas la question de la représentation locale ici.

⁶ L'électivité des femmes est supérieure à celle des hommes dans la coalition de droite : Union Démocrate Indépendante, UDI, (80% contre 56.6%) et Renovation Nationale, RN (37.5% contre 33%). Elle est inférieure dans la Concertation : Parti Socialiste, PS (50% contre 68.1%), Parti Pour la Démocratie, PPD (71% contre 72.4%), Parti Démocrate Chrétien, PDC (33.3% contre 36.6%) – manquent les résultats du Parti Radical Social Démocrate. Voir l'enquête minutieuse menée par l'ONG Humanas : Corporación Humanas, *Mujeres y elecciones 2005 : análisis de las elecciones parlamentarias y presidenciales 2005*, décembre 2005, pp. 6-7. En ligne : www.humanas.cl (20/01/2006)

après qu'elle eut renoncé à la course présidentielle au profit de Bachelet. Comment expliquer ce décalage entre l'appui constaté de l'électorat et la faible représentation féminine ? Les pratiques en vigueur au sein des partis et des coalitions constituent une embûche majeure à l'entrée des femmes dans les sphères de décision politique. Malgré le dépôt de trois propositions parlementaires (en 1997, 2002 et 2003), le Chili n'a pas de « loi des quotas » qui obligerait les partis ou d'autres assemblées politiques à assurer un ratio entre les deux sexes dans leur composition ou sur les listes électorales, au contraire de la plupart des autres pays latino-américains (Argentine, Brésil, Pérou, etc.)⁷. Une enquête récemment menée par l'ONG Humanas indique que 87% des Chiliennes interrogées se sentent discriminées, 79% vivent cette discrimination comme un malaise au quotidien et 66.6% la ressentent dans la politique. 70% s'expriment d'ailleurs en faveur d'une « loi de quotas »⁸. Les arguments ne manquent pourtant pas et reposent sur la démocratie, la justice, le respect des droits humains, le développement ou la modernisation.

L'élection de Michelle Bachelet à la présidence viendrait-elle balayer ces observations, preuve d'une égalité entre les sexes enfin conquise ? Pas si sûr. Malgré les politiques publiques d'égalité des chances lancées par le Service national de la Femme (SERNAM, créé en 1991) et l'adoption de quotas internes – mais sans réelle sanction en cas de non-respect – par certains partis (Parti Pour la Démocratie - PPD, Parti Socialiste - PS et Parti Démocrate Chrétien - PDC), des blocages persistent quant à la représentation politique des femmes. En termes culturels, la sublimation de la mère et le machisme cantonnent encore les femmes à l'espace de la famille. L'héritage politico-institutionnel laissé par Pinochet et la pratique du consensus et des coalitions de partis n'aident pas non plus à l'autonomisation politique des femmes. Bien que les institutions aient déjà subi quelques

modifications, ni le modèle de scrutin binominal ni les quorums nécessaires aux modifications des lois électorales ou de la Constitution n'ont permis d'encourager le renouvellement des élites politiques. Les *newcomers* féminines dans les partis politiques se heurtent au plafond de verre, non dit mais pourtant bien réel, et aux stéréotypes faisant encore du militantisme féminin une sorte de prolongement des rôles domestiques des femmes (prise de note, café et autres fonctions administratives...). En outre, les difficultés liées à la gestion des temps de vie des candidates potentielles (privée, professionnelle, militante) en induisent d'autres en matière de développement des réseaux, à la base du financement des campagnes électorales et de la circulation de l'information. Les nouveaux modèles relatifs aux rôles féminins (politiques, notamment) sont d'autant plus difficiles à promouvoir que le débat public et politique est relativement bien verrouillé par une alliance conservatrice associant la droite politique (Union Démocrate Indépendante, UDI et Renovation Nationale, RN⁹), l'Église catholique la plus réactionnaire (Opus Dei et Légionnaires du Christ), les médias et les secteurs économico-financiers¹⁰. Dans un tel contexte, comment expliquer le succès de Michelle Bachelet ?

La victoire de la réconciliation et du « continuisme »

« Femme, mère, citoyenne, fille de militaire, socialiste, médecin pédiatre, travailleuse de la santé¹¹ », Bachelet a dû batailler pour recevoir l'appui du parti socialiste puis des partis de la Concertation. Elle n'est pas pour autant une inconnue dans l'espace politique chilien, même si *Le Figaro* la décrit comme « un ovni [...] mais dont l'histoire est intimement liée à celle du Chili¹² ». Ministre de la Santé au sein du gouvernement Lagos, dans un premier temps, elle s'est surtout distinguée comme ministre de la Défense. En s'appuyant sur de solides

⁷ Pour plus de précisions, voir : S. Stoffel, « Le débat chilien sur la représentation politique des femmes et sur le projet d'une 'loi des quotas' », dans B. Marques-Pereira, S. Stoffel (sous la dir.), *Représentation politique des femmes au Chili*, Paris, L'Harmattan, *Cahiers du GELA-IS*, n° 5, 2005, pp. 21-49.

⁸ Corporación Humanas y Departamento de Ciencia política del Instituto de Asuntos Públicos de la Universidad de Chile, *Encuesta nacional de opinión. Percepciones políticas e implicaciones electorales de las mujeres inscritas en los registros electorales, Chile*, mai-juin 2005, p. 12, p. 17. En ligne : www.humanas.cl (10/01/2006)

⁹ Politiquement plus forts que leur soutien électoral réel, grâce au régime électoral dessiné par Pinochet et qui répartit de manière égale les sièges du Congrès entre les deux premières coalitions, dès lors qu'aucune des deux ne dépasse 2/3 des voix.

¹⁰ Voir S. Stoffel, « Le féminisme sous la démocratie au Chili », dans J. Trat, D. Lamoureux et R. Pfefferkorn (dir.), *L'autonomie des femmes en question. Antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe*, Paris, L'Harmattan, col. « Bibliothèque du féminisme », 2006.

¹¹ « Entretien à Michelle Bachelet », *La Tercera*, 4 octobre 2005. En ligne : www.latercera.cl (4/10/2005).

¹² L. Oualalou, « Une femme au seuil de la présidence chilienne », *Le Figaro*, 11 décembre 2005, p. 4.

compétences professionnelles (diplômes universitaires et formation dans une école militaire aux USA), elle a forgé son statut de figure de la réconciliation. En oeuvrant au rapprochement entre les civils et les militaires, tout en maintenant présente son histoire personnelle¹³, elle permet à de nombreux Chiliens et Chiliennes des « deux camps » de se sentir représentés et intégrés à son projet démocratique.

En partie expliquée par l'exceptionnelle popularité du président Lagos (75% de soutien populaire à la veille des élections) et la satisfaction vis-à-vis de son gouvernement, la victoire de Bachelet doit aussi être replacée dans le cadre de la recomposition (par moments houleuse) de la droite. Depuis la sortie de la dictature, conservateurs et libéraux sont alliés au sein de l'Alliance pour le Chili. Les libéraux, qui revendiquent l'héritage économique de Pinochet, ont progressivement cherché à se distancier par rapport à son héritage politique (quoi que... bloquant néanmoins des réformes constitutionnelles importantes), au contraire des conservateurs. D'où la conformation d'une coalition de partis « frénemis » luttant ensemble pour la victoire de l'Alliance, mais l'un contre l'autre pour en prendre la direction. Jusqu'à présent, l'UDI (le parti chilien le plus important, en termes de soutien électoral) avait le dessus. Mais la candidature « de dernière minute » du libéral Piñera est venue bouleverser la donne : sa victoire sur Lavín ne fait d'ailleurs que cristalliser l'éloignement des deux pôles de la coalition de droite et un mouvement des libéraux vers le centre – démocrate chrétien devrait-on dire – dans l'espoir de séduire les *décus* de la Concertation. Cette reconfiguration des rapports de force à droite et les conséquences que cela pourrait avoir pour la démocratie chrétienne et, *in extenso*, pour la Concertation, seraient d'ailleurs l'élément le plus important de cette élection chilienne¹⁴.

Peut-on pour autant balayer de la main le dénommé « facteur genre » abondamment repris par la presse ? Ce mélange de discours *sur* les femmes et *sur* Bachelet révèle les représentations communes et courantes sur les femmes et, plus précisément, sur les femmes en politique. S'y repèrent également les attentes et les promesses

d'une politique « différente » ou « autre », en partie du fait d'être mise en œuvre par une femme. Même en veillant à ne pas décrypter la presse à l'affût des moindres indices d'une quelconque naturalisation des rôles féminins et masculins, force est de constater que les discours et les représentations charrient les notions de « leadership féminin » ou de « spécificités féminines en politique », que ce soit pour les questionner ou, au contraire, pour en appeler à une prétendue essence féminine qui, transposée à la sphère politique, justifierait le succès d'une Michelle Bachelet ou le soutien dont jouissent ou jouiront d'autres candidates à la présidence (comme Lourdes Flores au Pérou), au Congrès ou à la direction des municipalités¹⁵. Le président Lagos lui-même pense que les femmes ont « une forme d'approche [de la politique] distincte, qui n'a rien à voir avec les sentiments mais avec une façon un peu différente de faire la politique. Les femmes sont plus terre à terre, plus concrètes [...] »¹⁶.

Dans les sources consultées¹⁷, le « genre » est très largement synonyme de « femme(s) » ou de « féminin ». Le « facteur genre » se rapporte dès lors au vote de l'électorat féminin et à la candidate Bachelet, c'est-à-dire à sa condition féminine, à son identité personnelle, à son projet politique ou à son programme en faveur des femmes et de l'égalité des chances.

Les votes féminins qui ont fait la différence

Penchons-nous d'abord sur la question du vote des femmes¹⁸. Comment se faire un avis entre

¹⁵ L'utilisation des génériques « masculin », « féminin », « femmes » et « hommes » ne doit pas faire perdre de vue la diversité existant en leur sein, due au croisement des rapports de domination de différentes natures (de genre mais aussi de classe, d'appartenance ethnico-raciale, d'âge, d'option sexuelle, etc.).

¹⁶ M. A. Fernández, « Mujer y política : Entrevista a Ricardo Lagos », *La Tercera. Mujer*, 21 août 2005, pp. 60-64, p. 61.

¹⁷ J'ai exploité quatre-vingts articles sélectionnés depuis le début de l'année 2004 dans la presse chilienne (*La Tercera*, *La Nación*, *Siete*, *El Mercurio*, *La Segunda*, *Punto Final*), belge (*Le Soir*, *La Libre Belgique*), française (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*), espagnole (*El País*, *El Mundo*), britannique (*Financial Times*) et états-unienne (*New York Times*). Je n'indiquerai les références complètes des articles qu'en cas de citation textuelle.

¹⁸ Les femmes obtiennent le droit de vote aux élections municipales en 1931 puis aux législatives et présidentielles en 1949. Remarquons que les femmes et les hommes votent toujours dans des collèges séparés, ce qui permet d'avoir des données sexo-spécifiques, mais pose problème aux personnes refusant d'avoir à s'identifier politiquement au sexe de leur naissance (pensons au vote des travestis chiliens).

¹³ Son père, le général A. Bachelet mourut dans les prisons de Pinochet ; Michelle Bachelet fut emprisonnée avec sa mère puis contrainte à l'exil.

¹⁴ Entretien avec le politologue A. Joignant.

des informations a priori contradictoires ? En effet, selon certains, Bachelet aurait été élue grâce au vote des femmes, alors que d'autres affirment que le clivage hommes/femmes n'aurait pas vraiment eu d'importance dès lors qu'il n'y a pas eu de grande différence sexuée dans le soutien électoral à chaque candidat.

Tableau 1 : Votes en faveur des deux candidats, selon le sexe.

Total	Femmes (%)	Hommes (%)
6 940 560	3 692 816 (53.21%)	3 247 744 (46.79%)

Source : Ministère de l'Intérieur. En ligne : www.elecciones.gov.cl (20/01/2006).

S'il y a plus de femmes inscrites dans les registres électoraux (52%), il est assez logique que plus de femmes aient voté pour les deux candidats (53.21%) – sans prendre en compte les votes blancs, les votes nuls ou les abstentions. Bachelet a réuni 53.49% des suffrages, contre 46.50% pour Piñera. Regardons-en la répartition selon le sexe.

Tableau 2 : Votes en faveur de l'un des candidats, selon le sexe.

Candidate	Total	Femmes (%)	Hommes (%)
Bachelet et Piñera	6 940 560	3 692 816	3 247 744
Bachelet	3 712 902 (53.49%)	1 969 137 (53.32%)	1 743 765 (53.69%)
Piñera	3 227 658 (46.50%)	1 723 679 (46.67%)	1 503 979 (46.30%)

Source : Ministère de l'Intérieur. En ligne : www.elecciones.gov.cl (20/01/2006).

Sur le demi-million de voix qui donnent l'avance à Bachelet, à peine plus de la moitié vient des femmes. Or, si on compare la proportion de femmes ayant alimenté ce demi million en faveur de la candidate (50.58%) et celle des femmes ayant voté pour un des deux candidats (53.21%), on pourrait même dire qu'il y a proportionnellement plus de femmes qui ont participé au vote que de femmes qui ont contribué à l'avance obtenue par Michelle Bachelet!

Tableau 3 : Différence de votes entre les candidats, selon le sexe.

Total	Femmes	Hommes
485 244	245 458 (50.58%)	239 786 (49.42%)

Source : Ministère de l'Intérieur. En ligne :

www.elecciones.gov.cl (20/01/2006).

Dans ce sens, il n'est pas faux d'affirmer que les différences de votes entre les hommes et les femmes n'ont pas été un facteur déterminant dans l'élection. D'où vient alors cette idée que la candidate a été élue grâce aux femmes? De la comparaison entre le soutien féminin aux candidats de droite et de gauche en 1999 et en 2006.

Tableau 4 : Vote des femmes aux élections de 1999 et de 2006, selon la coalition et le candidat.

Élections	Alliance pour le Chili (candidat et %)	Concertation (candidat et %)	Différence entre les deux candidats
1999	Lavin : 51.4%	Lagos : 48.6%	2.8%
2006 (2^e tour)	Piñera : 46.7%	Bachelet : 53.3%	6.6%
Différence entre les deux élections	- 4.3%	+ 4.3%	

Source : Corporación Humanas, *Mujeres y elecciones 2005*, op. cit., p. 2.

En considérant que les transferts de voix d'une élection à l'autre, d'un candidat à l'autre, et du premier tour au second, ne sont ni automatiques ni complets, on peut néanmoins supposer qu'une partie des votes des femmes en faveur de Lavín a échappé à Piñera et est passé à Bachelet (environ 4-5 %). Une piste explicative est que cette portion de l'électorat féminin aurait appuyé les promesses de Lavín en 1999, plutôt que son parti conservateur ou sa coalition, et n'aurait pas vu pour autant, dans le projet du candidat libéral en 2005-2006, la « suite logique » ou la « reprise » des idées de Lavín. D'où la motivation à donner la confiance au projet de Bachelet plutôt qu'à celui de Piñera. Ce secteur particulier de l'électorat féminin qui a fait pencher la balance en faveur de Bachelet est largement composé par les femmes des classes populaires (qui constituent le terrain électoral commun à la socialiste et au conservateur). Dire que Bachelet a gagné grâce aux femmes est donc incomplet, sans être tout à fait faux. Il faudrait en outre chercher à connaître l'engagement des femmes dans les commandos électoraux et sur le terrain, car c'est aussi ce travail de campagne (rencontres

citoyennes, distribution de tracts, etc.) qui a fait la victoire de la candidate. Peut-être alors pourrait-on affirmer que ce sont effectivement les femmes qui ont porté Bachelet à la présidence...

Les résultats de ces élections alimentent la déconstruction de trois mythes relatifs au comportement électoral des Chiliennes¹⁹, qui soutiennent que 1) les femmes ne s'intéressent pas à la politique, 2) qu'elles émettent un vote conservateur, et 3) qu'elles ne votent pas pour des femmes. Premièrement, en constituant 52% de l'électorat et 59.6% de nouveaux inscrits au registre électoral, les femmes démontrent un intérêt pour la politique formelle. Ensuite, les votes des femmes ne se répartissent pas uniquement entre l'Alliance pour le Chili et la Concertation. Bien que la Concertation ait historiquement obtenu plus de suffrages de la part des hommes, jusqu'à ces élections qui renversent la balance, il faut se rappeler que les femmes ont majoritairement voté progressiste (pour la Concertation ou pour la gauche extraparlamentaire) au plébiscite de 1988 et aux quatre élections démocratiques. Le mythe du vote conservateur des femmes ne tient donc pas la route, sauf en 1999 où effectivement le candidat conservateur a obtenu un appui massif des femmes. Enfin, il semblerait que les femmes ne votent pas tant pour des femmes que pour des candidats ou des candidates qui répondent (ou leur donnent l'impression de répondre) à leurs demandes. La majorité des femmes, même celles ayant voté pour Lavín, défendent des idées progressistes en approuvant la contraception d'urgence, l'avortement, les relations pré-maritales et les relations homosexuelles²⁰. Le soutien au candidat conservateur n'est dès lors pas automatiquement ou nécessairement un vote conservateur. Il serait intéressant de creuser du côté de l'adhésion des femmes (et des électeurs au sens large) non pas à l'appartenance idéologique d'un candidat mais aux enjeux inscrits à son agenda, à sa personnalité et à sa façon de « faire la politique ».

Une mère pour le Chili ?²¹

¹⁹ Le paragraphe suivant reprend les conclusions de l'enquête menée par Humanas, déjà citée : Corporación Humanas, *Mujeres y elecciones 2005*, op. cit.

²⁰ C. Hardy in B. Jaramillo Madrid, « Historia de la batalla de las mujeres en Chile. Hoy puede ser un gran día », *La Nación*, 15 janvier 2006. En ligne : www.lanacion.cl (16/01/2006).

²¹ Pour reprendre le titre de l'article de P. Walder, « El poder ¿es siempre masculino? Michelle: ¿una madre para Chile? », *Punto Final*, 25 novembre 2005. En ligne :

Comme Bachelet l'a annoncé aux hauts gradés des forces armées, au moment de son arrivée à la Défense : « Je suis une femme, socialiste, victime de la dictature, séparée et agnostique : j'ai cinq péchés capitaux... mais nous travaillerons bien ensemble! ²² ». Bien qu'elle n'ait pas, au départ, souhaité faire jouer son identité de femme pour définir sa candidature, Bachelet a, en fin de course, accepté l'argument de la nature féminine nourrie par les rôles traditionnellement attribués aux femmes, et qui leur aurait permis de développer leur « force », leur capacité à « bien gérer les problèmes de différentes natures » et leur aptitude à « mieux écouter les autres ²³ ».

Les attaques sexistes des premiers moments de la campagne électorale ont porté sur le physique de la candidate et sur son statut de femme séparée. Que deviendra le Chili sans « premier homme de la nation » ? Devra-t-on dire mademoiselle ou madame la présidente ? Bachelet dérange car elle ne correspond pas au modèle des autres femmes latino-américaines arrivées au pouvoir en tant qu'« appendice d'un homme »²⁴ : leur entrée en politique ne serait d'ailleurs compréhensible qu'en référence à un père (biologique ou spirituel), à un époux ou à un fils. Si, pendant la campagne, on assurait qu'elle n'était que la marionnette du président Lagos ou d'hommes politiques qui gouverneraient à travers elle, ou encore que c'était son commando électoral qui prenait les décisions, après sa victoire on se met à douter de sa réelle indépendance face aux partis, à l'establishment politique et aux pouvoirs économiques... Une interrogation cela dit recevable pour tout responsable politique. Or, avec le succès de la Concertation aux législatives de décembre 2005, qui obtient pour la première fois la majorité dans les deux chambres, la présidente jouira d'un soutien au Congrès plus important que ses prédécesseurs. Cette référence à « l'homme sans qui » pousse à délégitimer la

www.puntofinal.cl (27/11/2005).

²² Cette phrase presque déjà « historique » est notamment citée dans P. Rusiñol, « Entrevista : Michelle Bachelet », *El País*, 20 juillet 2005. En ligne : www.elpais.es (20/07/2005).

²³ Alvear quant à elle s'est d'emblée définie comme une femm d'État, ayant été ministre dans les trois gouvernements démocratiques (SERNAM, Justice, Relations extérieures). Fort catholique et mariée à un ex-parlementaire, Alvear a par ailleurs systématiquement accordé une place importante à son mariage et à sa famille dans ses interviews.

²⁴ Pour reprendre l'idée de C. Carrera, « Michelle Bachelet : ¿Crítica política o por ser mujer? », *Mujeres Hoy*, s. d. En ligne : www.elmostrador.cl.

présence des femmes en politique, à questionner leurs qualifications, leur autonomie et, en définitive leur autorité et leur capacité à gouverner. Aura-t-elle la carrure d'un président ? Sera-t-elle capable de « porter le pantalon » ? La réponse adressée par Bachelet aux critiques qui portent sur ses capacités s'est avérée tant efficace que révélatrice des schèmes sexués de la société chilienne. Plutôt que de brandir encore et encore son *curriculum vitae*, ou d'attaquer le candidat libéral sur ses propres compétences, elle a choisi de faire jouer les stéréotypes chiliens et d'amener Piñera sur le plan de la « confiabilité ». Sa campagne du second tour a donc été axée autour du questionnement de l'intégrité ou de l'honnêteté du libéral : ce riche homme d'affaires aux attaques sexistes est-il réellement honnête lorsqu'il parle de l'intérêt commun, des droits des travailleurs, des pauvres ou des femmes ? Peut-on lui faire confiance ? On s'est donc retrouvé dans une campagne opposant un « homme menteur » et une « femme incapable ». Spontanée, charismatique, chaleureuse, accueillante, bonne oreille, Bachelet est surtout considérée comme une « bourreau » de travail dotée d'une formation professionnelle et politique de haut niveau. L'image d'une femme incapable s'est donc heurtée à un profil en béton.

Bien qu'entourée de féministes et reprenant une partie de leurs discours et propositions, Michelle Bachelet ne s'est jamais définie publiquement comme telle²⁵. Ce qui rassure et plaît à la société chilienne, d'autant plus qu'elle se comporte toujours « comme une femme » : elle conduit sa fille cadette à l'école, elle parle des difficultés rencontrées dans sa vie privée ou de ses tentatives de perdre du poids... chose qu'elle n'aura plus à faire, dit-elle, sans quoi les Chiliens perdraient la mère qu'ils recherchent ! Malgré le passage de la dictature à la démocratie, malgré les appartenances de gauche ou de droite, et malgré l'ancrage politique, associatif ou médiatique des producteurs de discours, la famille reste le référent principal à partir duquel est évalué ou prescrit le rôle des femmes en politique. La femme est à la fois le pilier de la famille et celui de la nation. Bien sûr, les positions changent et sont nuancées, dans la mesure où il n'y a pas une façon unique de définir la famille ou le lien entre les rôles des

²⁵ À la question « Etes-vous féministe ? », elle répond : « Je ne sais pas ce que vous appelez féministe. Quand j'étais enfant je pensais que les femmes étaient égales aux hommes », « Entrevista a Michelle Bachelet », *La Tercera*, 4 octobre 2004. En ligne : www.latercera.cl (20/10/2004).

femmes dans cet espace et dans la cité. Les femmes doivent-elles nécessairement passer du rôle de mère de famille à celui de « mère de cité » afin d'y avoir accès en toute légitimité, comme un titre de *La Nación* le suggère : « De cheffe de famille à cheffe d'État »²⁶ ? On utilise en effet assez souvent l'argument de la « bonne mère de famille » pour justifier leur présence en politique. Réputées être efficaces dans la gestion du foyer, les femmes ne pourraient que présenter les compétences utiles pour la gestion locale et une moralité exemplaire tournée vers le souci de l'autre. Ce qui ne surprend guère lorsqu'on constate qu'une majorité des Chiliennes sont animées par « une logique d'auto-identification [marquée] par des traits essentialistes clairs »²⁷. La question de la supposée nature féminine disposant les femmes politiques à être des « mères sociales », intervient également dans l'analyse de l'élection présidentielle²⁸. Qu'elles soient porteuses ou non de ces prétendues vertus, les candidates semblent rencontrer les aspirations des électeurs et des électrices à une « autre » façon de faire la politique, plus proche de leurs besoins et de leurs réalités. La manière dont la population et la presse perçoivent la candidate, les représentations qui l'entourent, les qualités qui lui sont attribuées constituent autant de révélateurs de ce qui est attendu d'une femme politique : une façon presque plus « maternelle » de faire la politique.

Les femmes font-elles une « autre » politique ?

Malgré leur accès formel à la citoyenneté, les femmes restent des *challengers*, des *outsiders*, exclues de l'espace de gestion du vivre ensemble, ou du moins cantonnées aux frontières de la participation et de la représentation politique. Leur approche du monde politique est donc peut-être distincte du fait d'avoir eu une socialisation politique différente – et non un sexe différent – ce qui *peut* se refléter dans leur façon d'aborder la chose politique. *Libération* fait écho à cette idée en décrivant Michelle Bachelet comme « quelqu'un dont on attend qu'elle fasse

²⁶ H. Mery, « De jefa de familia a jefa de Estado », *La Nación*, 17 janvier 2006. En ligne : www.lanacion.cl (17/01/2006).

²⁷ 87.3% des femmes se considèrent plus honnêtes que les hommes et 90.5% meilleures administratrices, selon l'enquête : Corporación Humanas y Departamento de Ciencia política del INAP, *op. cit.*, p. 10.

²⁸ Certains chroniqueurs n'hésitent pas à considérer Bachelet comme l'incarnation de l'icône anthropologique de la mère chilienne abandonnée et luttant seule pour le bien-être de ses enfants!

de la politique «autrement», et pas seulement parce qu'elle est une femme²⁹». La promesse d'une « autre » façon de faire ne viendrait pas tant d'une « nature » féminine ou d'approche sexuée de la politique, que de l'inclusion d'une « différence » par rapport à la « normalité » dans la cité : une femme par rapport à un homme, la région par rapport à la capitale, l'indien par rapport au *criollo*, la jeune génération par rapport aux générations aînées, etc.

Les citoyens ont en outre le sentiment d'un éloignement des élites et d'un renforcement des critères de distinction entre représentants et représentés³⁰. Afin de combler cette impression d'écart qui se creuse, les représentés appellent à un renouveau du lien politique, tissé sur plus d'identification et plus de proximité avec leurs représentants : ils aspirent à se reconnaître dans la candidate, à voir leurs demandes représentées et à être écoutés et entendus par leurs élites. La victoire de Bachelet offre la promesse ou l'espoir d'une réponse à cette supposée crise de la représentation vécue par la société chilienne et les femmes en particulier³¹. Qu'il s'agisse ou non d'une réponse concrète aux métamorphoses de la représentation politique au Chili n'a au fond pas beaucoup d'importance à ce niveau : l'important est que sa candidature constitue une projection des attentes de la majorité de l'électorat. Sa victoire peut être lue comme la cristallisation d'une demande de changement (en termes d'élite politique, de préoccupations ou de gestion du rapport avec les citoyens, par exemple)... tout en s'inscrivant dans la continuité, puisque Bachelet n'entend nullement modifier le modèle économique ou les pratiques politiques (notamment des coalitions de partis, malgré un souhait affiché de modifier le régime électoral). L'ambiguïté réside néanmoins dans le fait d'assimiler un style politique distinct de la façon traditionnelle d'envisager l'action publique (plus verticale, compétitive, centralisée, voire autoritaire) à un leadership féminin.

Le lien entre Bachelet et les citoyens

La question du lien existant entre les représentants et les représentés explore celle de la représentativité des élites politiques : doit-il y avoir une identification, un effet « miroir » entre

les citoyens et leurs représentants ? Les assemblées politiques doivent-elles composer une miniature de la société ? Les citoyens ont de plus en plus l'impression que les élites sont des personnes tout à fait « différentes ». La personnalité de Bachelet (femme, mère célibataire, victime de la dictature, actrice de la démocratie, etc.) permet à de nombreuses personnes de s'identifier à elle (pensons au fait qu'un tiers des familles au Chili sont des familles monoparentales dirigées par des femmes). Elle œuvre donc, presque malgré elle, à combler un manque de représentativité. Les citoyens et surtout les citoyennes se sentent moins « différents » de leur candidate. Bachelet donne une visibilité à ceux et à celles qui n'en avaient pas, même si pour l'instant cette visibilité est seulement symbolique. Elle participe, de la sorte, au renouvellement de la classe politique chilienne. *La Nación* repère « les raisons de l'euphorie : [...] le genre, la simplicité et l'identification avec les gens³² ». Par exemple, si Bachelet est parvenue à séduire des femmes qui jusque-là avaient voté à droite, c'est probablement parce que les éléments d'identification qu'elle offrait, à travers sa vie personnelle et professionnelle, touchent au quotidien ou à l'imaginaire de nombreuses femmes. Dans un sens, les attaques machistes ont presque alimenté un cercle vertueux en sa faveur...

Un programme de gouvernement « qui parle » à l'électorat

Les exclus politiques, les *outsiders* ou les personnes discriminées revendiquent une meilleure prise en compte de leurs problèmes spécifiques, quotidiens, immédiats. Bachelet a promis de réduire les inégalités, en mettant au cœur de son action gouvernementale les catégories de personnes généralement laissées aux marges de l'arène publique et politique : les jeunes, les personnes âgées, les femmes et les pauvres. Elle entend impulser des lois sur des matières sensibles pour les femmes de tous âges (éducation, garde des enfants, emploi, harcèlement, pension, santé). Elle s'engage à lutter contre les discriminations de toutes sortes, notamment en matière de formation de l'élite politique. En nommant un gouvernement composé à parité d'hommes et de femmes

²⁹ M.-L. Colson, « Amérique latine : la gauche nouvelle vague », *Libération*, 17 janvier 2006, p. 8.

³⁰ Voir la thèse de Manin sur la « crise » de la représentation : B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calman-Lévy, 1995.

³¹ Voir les enquêtes déjà citées.

³² J. Escalante, « Expertos explican la desatada celebración tras el triunfo de Michelle Bachelet », *La Nación*, 18 janvier 2006 En ligne : www.lanacion.cl (18/01/2006).

(ministres, secrétaires et sous-secrétaires), elle a fait un premier pas dans ce sens, ce qui ne laisse néanmoins pas présager des décisions qui seront réellement prises et des enjeux qui recevront son appui. Symboliquement, sa candidature, sa victoire et la nomination d'un gouvernement paritaire ont déjà aidé à rendre visibles des identités, des parcours de vie, des situations et à modifier le langage en faveur de plus de féminisation. Concrètement, il n'y a pas de lien automatique entre le fait d'être femme en politique et la défense d'enjeux ou de positions favorables aux femmes, mais il s'est vérifié dans de nombreux pays que la constitution d'une « masse critique » féminine dans les assemblées a permis d'inscrire plus de questions « de femmes » à l'agenda politique que dans le cas d'assemblées plus masculines³³.

Une façon plus « féminine » de faire la politique ?

Dans son discours de victoire, Bachelet a promis un gouvernement plus participatif, plus citoyen, plus proche de la population. Est-ce pour autant une pratique féminine ? *El País* titrait : « Dirigeantes à succès. La nouvelle génération de femmes au pouvoir apporte de la proximité et de la transparence à la politique »³⁴. La nouvelle dirigeante Bachelet a bien eu du succès, au niveau du soutien électoral. Ce qu'elle apportera ne peut encore être évalué, dans la mesure où sa présidence ne débute que le 11 mars prochain. Mais elle a d'emblée promis une « autre » relation entre gouvernants et gouvernés. Ce que l'on a pu observer pendant les longs mois de campagne électorale, c'est son approche de l'action politique en médecin. À travers l'écoute, l'élaboration d'un diagnostic et la prescription de remèdes, elle a mené un travail de terrain auprès de la population, entourée d'experts de tous horizons afin d'élaborer les grands axes de son projet politique. Ce faisant, Bachelet a fait preuve d'une proximité avec la réalité quotidienne des Chiliens et Chiliennes mais s'est surtout distinguée des autres candidats par sa méthode de dialogue et d'écoute. Elle contribue de la sorte à combler le déficit ressenti de représentation et la brèche existant entre les élites (dont elle fait néanmoins partie) et le reste

de la population, sans pour autant tomber dans le piège du populisme traditionnel en Amérique latine, fait de promesses électorales non réalistes et de formules simplistes qui plongent la population dans une relation de dépendance vis-à-vis de leur « mère » politique. Tout en proposant une « autre » façon d'envisager la gestion de la cité, plus horizontale pourrait-on dire, Bachelet n'entend néanmoins pas se décharger de son autorité : c'est bien elle la première fonctionnaire de l'État. La presse chilienne de ces derniers jours semble d'ailleurs s'en étonner, caricaturant à l'occasion les premiers indices du nouveau style de gestion *bacheletiste* « marqué par l'hermétisme, la discipline et des signes d'autorité »³⁵.

Mais qu'attend la population d'un « leadership féminin » ? Une meilleure écoute, plus de dialogue, plus d'attention aux plus faibles, voire plus de *tendresse* dans le rapport au politique. *Le Monde* annonçait que la présidente « impulsera certainement un grand changement dans le style de gouverner, plus affectif et plus sensible aux problèmes sociaux »³⁶. À la veille des élections, Soledad Alvear définissait d'ailleurs « le leadership féminin comme un leadership reposant sur la proximité, l'affectif [et] la capacité de regarder les choses, petites et grandes »³⁷. Une des conséquences de cette façon *féminine* d'aborder la politique serait la capacité de sortir de la logique traditionnelle de la confrontation politique et du langage belliqueux, de valoriser les avancées des autres et de faire des gestes politiques « gratuits » – comme celui de renoncer à la course présidentielle, sans exigence en contrepartie mais seulement dans l'intérêt de la Concertation et sur base du constat des meilleurs résultats de l'autre pré-candidate, Bachelet³⁸.

Malgré leurs avancées dans l'espace public, les femmes restent toujours marquées par un

³³ A. Phillips, *The politics of presence*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

³⁴ F. Peregil, « Líderes rompedoras. La nueva generación de mujeres en el poder aporta cercanía y transparencia a la política », *El País*, 22 janvier 2006. En ligne : www.elpais.es (22/01/2006).

³⁵ J. P. Sallaberry, « El fulminante debut de Michelle Bachelet », *La Tercera*, 26 février 2006. En ligne : www.latercera.cl (26/02/2006).

³⁶ C. Legrand, « Michelle Bachelet élue présidente du Chili », *Le Monde*, 17 janvier 2006, p. 4.

³⁷ S. Alvear, « Michele tiene una mejor opción que yo », *La Nación Domingo*, 4-10 décembre 2005, pp. 3-5, p. 5.

³⁸ Considérée comme la candidate de l'élite politique concertationniste, Alvear ne serait pas parvenue à réduire la distance avec les citoyens, à se détacher de son style préparé, froid et formel de femme d'État. Son succès comme sénatrice peut se lire à l'aune de son intérêt pour les questions des femmes et de la famille, mais également (ou surtout ?) en vertu de sa réussite politique à avoir signé un traité de libre échange avec les États-Unis d'Amérique.

caractère supposé plus tourné vers l'affectif et l'émotion, et lié, d'une manière ou d'une autre, à leurs supposés rôles « naturels » de soin, d'éducation et d'entretien de la maisonnée. En axant son projet de gouvernement sur les thématiques de la santé, de l'éducation ou des problèmes sociaux des citoyens (indépendamment du fait que ce sont là de véritables enjeux au Chili), Bachelet répond (volontairement ?) aux stéréotypes liées à la figure féminine tout en nommant des femmes à des ministères traditionnellement masculins tels l'économie, la défense, les mines ou le secrétariat général de la présidence.

Conclusions

Un changement, certes. Un grand « chamboulement mental³⁹ » même : le nouveau président chilien est une présidente ! Mais les transformations qui pourront être réalisées ne le seront pas tant du fait d'être menées par une femme que par le fait d'être opérées par *cette femme-là*, marquée par une histoire personnelle et une socialisation politique particulières. La confusion semble répandue, entre un prétendu « leadership féminin » et une nouvelle approche de la politique plus tournée vers l'interaction avec les citoyens, plus horizontale au sens d'un partage du travail politique, ce qui n'est pas l'apanage des femmes du fait d'être femmes, mais d'un certain nombre d'*outsiders* entrés en politique (syndicaliste, indien ou femme) et soucieux d'améliorer la démocratie pour tous et pour toutes. On comprend donc mieux le succès de Michelle Bachelet auprès de la population, et des secteurs populaires et/ou féminins en particulier. Sa présidence génère également beaucoup d'espairs, ce qui pourrait se retourner contre elle et contre la Concertation si elle ne parvenait pas à répondre à toutes les attentes. Or, les urgences ne manquent pas et il sera relativement difficile de supprimer toutes les inégalités en quatre ans.

³⁹ C. Martin, « L'élection de Bachelet annonce un chamboulement mental », *Le Soir*, 17 janvier 2006, p. 13.